

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 AVRIL 2003

Etaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, M. LACOSTE, Mme HEGOBURU, Melle CERON, Mme RIVES, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, M. MULLIEZ.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

M. DANE à M. GOURGUES (à partir de la délibération n° 5)
Mme JEAN à M. PEREZ (présente à partir de la délibération n° 5)
Mme OULD AMEZIANE à Mme FEDOU
Mme VIGANO à M. PINAUD
Mme RIVES à Melle CERON (à partir de la délibération n° 5)
M. DENOYELLE à Mme ALCORTA
M. BRU à M. MULLIEZ

Absents : /

Secrétaire de la séance : Mme ALLIN

VŒU RELATIF À L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DE SERVICES

L'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.) est le cadre dans lequel s'élaborent les traités commerciaux internationaux qui ont force de loi pour les pays qui y ont adhéré, dont la France.

Actuellement est négocié l'A.G.C.S., Accord Général sur le Commerce des Services qui devrait aboutir à la signature d'un traité en 2004. Cet accord sera sans précédent ni équivalent juridique puisqu'il contraindra les pays membres de l'O.M.C. à négocier périodiquement jusqu'à la privatisation de tous les secteurs dits de service à l'exception « des services fournis dans le cadre du pouvoir gouvernemental ». Ainsi, ne seraient pas concernées les fonctions régaliennes de l'Etat : justice, police, défense. Mais tout le reste serait privatisable : éducation, santé, logement social, services de l'eau, droits de propriété intellectuelle, recherche, transports, postes, bibliothèques, musées, etc.

L'A.G.C.S. obligera, selon ses règles internes, chaque pays ou groupe de pays engageant des secteurs dans la privatisation, à considérer ces accords comme irréversibles. De plus, l'A.G.C.S. stipule que ces engagements s'appliqueront à tous, mettant ainsi devant le fait accompli non seulement les Parlements mais aussi toutes les collectivités territoriales.

Toutes ces discussions se déroulent dans le plus grand secret. L'Union Européenne, qui traite pour la France, refuse de rendre publiques les demandes qu'elle a formulées et les offres de privatisation qu'elle va proposer, refus adressé aux citoyens mais aussi au Parlement Européen, à l'ensemble des parlements nationaux, aux diverses collectivités. Au mieux, les parlementaires auront la possibilité, à la fin du processus, de ratifier en bloc ou de rejeter l'ensemble de l'accord.

Une fois ce traité signé, l'O.M.C. imposera sa loi à travers l'O.R.D., organe de règlement des différends. Tout pays qui contreviendra à ce traité sera exposé à des plaintes et des sanctions pour « atteinte à la liberté de commerce ».

Au nom de l'A.G.C.S., demain, à Bègles, la privatisation de services municipaux pourrait ainsi être imposée, des subventions pourraient être interdites si nous n'exigeons pas aujourd'hui un débat démocratique et public sur des questions qui concernent le travail et la vie quotidienne de nos concitoyens.

Comme d'autres collectivités territoriales (Conseil Régional de Midi-Pyrénées, Conseil Général de Val-de-Marne, Conseil Général du Tarn, Conseil de Paris) et Conseils Municipaux (Auxerre, Yonne – Lournand, Saône-et-Loire – Eygalay, Drôme – Chappes, Allier – Athis-Mons, Essonne) qui ont délibéré contre l'A.G.C.S., le Conseil Municipal de la Ville de Bègles ne peut accepter que des compétences liées à l'éducation, la santé, l'environnement, la vie sociale et culturelle... puissent être démantelées au nom du commerce international.

En conséquence, le Conseil Municipal de Bègles, inquiet de la nature et de l'ampleur des conséquences des négociations en cours :

1.Demande :

- un moratoire de suspension des négociations sur l'Accord Général sur le Commerce des Services
- que soit rendue publique, au nom de la transparence et de la démocratie, l'intégralité des documents concernant l'état actuel des négociations pour la France, formulées par l'Union Européenne
- l'ouverture d'un débat national sur l'A.G.C.S. impliquant la pleine participation des collectivités locales, des organisations syndicales, sociales, culturelles, environnementales et des populations afin que soient pris en compte les besoins réels de la société
- que cette consultation soit prolongée par l'organisation d'un débat parlementaire avec vote, avant toute reprise éventuelle de négociations qui touchent des domaines si essentiels.

1.Prend position, en tant qu'assemblée élue, contre l'obligation qui lui serait faite par l'A.G.C.S. de privatiser des services publics qu'elle considère devoir rester dans le domaine public.

2.Déclare la Ville de Bègles « zone non A.G.C.S. »

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

MOTION SUR LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT EN AQUITAINE

Par courrier daté du 9 avril, le Président du Conseil Régional d'Aquitaine a demandé aux Maires d'Aquitaine de soumettre à leur Conseil Municipal un texte concernant les infrastructures de transport en Aquitaine.

Aussi, comme le Conseil Régional d'Aquitaine, le Conseil Municipal de Bègles demande :

- que soit rapidement pris en compte la problématique du trafic de marchandises transpyrénéen, dans la mesure où il génère 4,6 millions de camions par an, contre 2,6 millions dans les Alpes françaises, et qu'une saturation totale de nos réseaux de communication en résultera à très court terme.
- que le caractère prioritaire du TGV Sud Europe Atlantique soit solennellement réaffirmé, alors qu'il est déclassé par le rapport d'audit en 4ème et avant-dernière position des projets de ligne à grande vitesse, alors qu'il est de loin le plus performant (un taux financier de rentabilité interne de 12,4% et une rentabilité socio-économique de 11,3%), que sa réalisation permettra de tripler le fret ferroviaire sur la ligne existante et de doubler les sillons réservés au TER, que sont

attendus près de 25 millions de voyageurs contre 8,7 actuellement, qu'il ouvre enfin la perspective d'un axe européen majeur avec son raccordement à l'Y Basque (Vitoria – Bilbao – Irun) et son prolongement nécessaire vers Toulouse.

- que la perspective d'une liaison rapide entre Bordeaux et Pau soit considérée comme une nécessité absolue, dans la mesure où Pau est aujourd'hui le chef-lieu français le plus éloigné en temps de parcours de sa capitale régionale et alors que sa réalisation rapide est indispensable pour garantir une meilleure cohésion de notre territoire régional et éloigner le risque d'un éclatement de l'Aquitaine.
- que soit reconsidéré le rejet par le rapport d'audit de la réouverture de la ligne ferrée Pau – Canfranc, alors qu'elle préfigure le futur franchissement ferroviaire à grand gabarit des Pyrénées, qu'elle constitue une réponse adaptée à la problématique du frêt de marchandises à travers la Vallée d'Aspe, qu'elle contribuerait à la pérennisation du bassin d'emploi d'Oloron et permettrait la régénération d'un patrimoine exceptionnel.
- que soit rapidement prise en considération la perspective d'un nouveau franchissement à grand gabarit des Pyrénées, alors qu'il permettrait un transfert modal massif de la route vers le rail.
- que soient réaffirmés les aménagements nécessaires de la RN 21, de même que la nécessité d'une mise à 2 x 3 voies de l'A63 dans les Landes, qui représente un segment essentiel à la désaturation du corridor atlantique, avec péage des poids lourds en simple transit dans notre région.
- que soient reconsidérées les conclusions de l'audit qui dessinent les contours d'une France divisée entre un versant Est, richement doté en équipements, et une façade Atlantique négligée, risquant de devenir une zone de déprise économique.

De plus, conscient que seule une Aquitaine unie et mobilisée obtiendra les inflexions indispensables à son avenir, le Conseil Municipal de Bègles souhaite que l'Etat assure la continuité de ses engagements vis-à-vis de l'Aquitaine :

- en confirmant les crédits au Contrat de Plan Etat-Région 2000/2006
- en lançant rapidement les études d'avant-projet sommaire sur l'ensemble du tronçon de ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux, sans négliger les études sur la connexion avec la péninsule ibérique
- en ouvrant sans délai l'appel à candidatures pour la liaison rapide entre Bordeaux et Pau.

Et que l'Etat appuie sans ambiguïté la volonté du Conseil Régional d'Aquitaine de contrer la logique du « tout-routier » en développant, partout où cela est possible, les solutions de report modal et, en particulier, le frêt ferroviaire.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

1 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Le Conseil approuve ces créations de postes qui permettent :

- de promouvoir des agents inscrits sur le tableau d'avancement de grade après avis des Commissions Administratives Paritaires

- de créer les postes nécessaires à la mise en place de la nouvelle organisation du secteur « Animation » prévue pour la prochaine rentrée scolaire
- de mettre en stage un emploi jeune en qualité d'agent administratif.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

2 - RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE GESTIONNAIRE DU PORT FLUVIAL

Afin d'assurer le bon fonctionnement de cet équipement, il est décidé de renouveler l'emploi de gestionnaire du port.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

3 - FIXATION DU TAUX DES TROIS TAXES COMMUNALES POUR 2003

Les taux des trois taxes communales sont fixés de la façon suivante :

- Taxe d'habitation.....22,90%
- Foncier bâti.....31,05%
- Foncier non bâti.....75,64%

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

4 - GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE DE BEGLES (S.A.E.M.C.I.B.) PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JANVIER 2003 – 2ÈME LECTURE

Cette délibération, corrigeant une erreur figurant sur le contrat d'emprunt, est approuvée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

5 - CONTRAT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

A l'issue du Contrat de Développement Social et Urbain correspondant à l'implication du Département dans le précédent Contrat de Ville, le Conseil Général de la Gironde a souhaité s'engager dans une démarche de développement durable en partenariat avec les communes. Monsieur le Maire est autorisé à signer la convention d'objectifs pour une durée de 3 ans.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

6 - REVERSEMENT DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE À L'ASSOCIATION PRO.F.I.L.

Il est décidé de reverser une subvention de 264 € à cette association qui a pris en charge l'organisation des permanences d'écrivain public dans le cadre des activités de la Maison de Quartier Yves Farge.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

7 - DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ÉTUDE DE REQUALIFICATION DE LA CITÉ DU PATY

Dans la thématique Renouvellement Urbain de la Convention Territoriale du Contrat de Ville 2000/2006, la Ville souhaite poursuivre la réflexion sur la requalification de cette cité. Après consultation, il est décidé de confier cette étude à l'architecte-urbaniste Laurent FAGARD.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

8 - PARTICIPATION DE LA VILLE AU F.S.L. POUR L'EXERCICE 2003

La Ville adhère au F.S.L. depuis 1992. La contribution des communes adhérentes est calculée au prorata du nombre d'habitants, soit 0,42 € par habitant. La participation de la Ville s'élève à 9.466 € pour 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

9 - ADHÉSION AU PACT HABITAT ET DÉVELOPPEMENT DE LA GIRONDE POUR L'ANNÉE 2003

Le Conseil approuve le renouvellement de l'adhésion au PACT de la Gironde pour l'année 2003 pour un montant de 762,25 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

10 - IMMEUBLE DU 14 JUILLET – VENTE DU LOT N° 6 À MONSIEUR GERE

Il est décidé de vendre un local dans l'immeuble situé 3 place du 14 juillet à M. GERE pour y installer un cabinet de chirurgie maxillo-faciale et de stomatologie. Le montant de cette vente est fixé à 82.000,63 € H.T., conformément à l'avis du Service des Domaines.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

11 - VENTE AUX SOCIÉTÉS « IMMOBILIER SUD ATLANTIQUE » ET « PRESTI CONSTRUCTEUR » D'UNE PARTIE DES TERRAINS SITUÉS AUX PRÉS LACOSTE

Le Conseil approuve la vente d'une parcelle de 26.112 m² au prix de 776.000 € H.T. aux sociétés « Immobilier Sud Atlantique » et « Presti Constructeur », conformément à l'avis du Service des Domaines.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 30 VOIX POUR – 5 VOIX CONTRE

12 - QUARTIER NORD-EST – DEMANDE D'ÉTUDE PRÉALABLE D'AMÉNAGEMENT

Pour engager la procédure d'aménagement, la Ville doit prendre une délibération demandant le lancement d'une étude préalable. Les services communautaires concernés ont sollicité l'A'URBA pour la réalisation de cette étude qui devra comporter un état des lieux, un diagnostic, préciser les enjeux stratégiques du site et les objectifs partagés sur le devenir du secteur. Le Conseil approuve cette décision.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

13 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU CLUB ATHLÉTIQUE BÉGLAIS POUR L'ORGANISATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE FOOTBALL DÉBUTANTS

Il est décidé d'octroyer au C.A.B. une subvention exceptionnelle de 1.000 € afin de soutenir la section Football qui devra supporter des charges importantes pour l'organisation de cette manifestation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

14 - FÊTE DE LA MORUE – TARIFS DES PRODUITS DÉRIVÉS

Comme chaque année, les tarifs des produits dérivés proposés à cette occasion sont fixés de la façon suivante :

- Pour les bars et restaurants une oriflamme obligatoire comme signe distinctif de reconnaissance de participation à la Fête. Elle est proposée au prix forfaitaire de 52 € TTC.
- Pour les bars, restaurants et stands du Village :
 - ♦ Tee-shirts blancs au sigle de la Fête de la Morue au prix unitaire de 4 € TTC.

- ♦ Tee-shirts verts au sigle de la Fête de la Morue au prix unitaire de 5 € TTC.
- ♦ Tee-shirts bleu marine au sigle de la Fête de la Morue au prix unitaire de 5,20 € TTC.
- ♦ Tee-shirts blanc avec visuel 2003 de la Fête en quadri au prix unitaire de 5,50 €
- ♦ Tee-shirts bleu marine avec visuel 2003 de la Fête au prix unitaire de 5,20 € TTC.
- ♦ Tabliers de cuisine au sigle de la Fête au prix unitaire de 12 € TTC.
- ♦ Stylos au sigle de la Fête au prix unitaire de 0,50 € TTC.
- ♦ Casquettes au sigle de la Fête au prix unitaire de 2,20 € TTC.
- ♦ Verre élégance gravé au sigle de la Fête au prix de 15 € TTC.
- ♦ Ballons de plage au sigle de la Fête au prix de 2 € TTC.
- ♦ Porte-clés au sigle de la Fête de la Morue au prix unitaire de 2 € TTC.
- ♦ Bandanas au sigle de la Fête de la Morue au prix unitaire de 2,5 € TTC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR